
Brèves économiques pour le Mexique et l'Amérique centrale du 16 au 22 août 2018

Mexique

2017 – PIB : 1149 Mds USD | Pop : 129 M hbts

Relation Mexique / Etats-Unis

Les négociations ALENA se poursuivent cette semaine avec une dernière tentative de finaliser le contenu d'un accord avant le 25 août, seule fenêtre qui permettrait de signer un accord avec l'actuelle administration mexicaine, c'est-à-dire avant l'investiture du 1^{er} décembre (et en tenant compte du délai de 3 mois pour obtenir le feu vert du Congrès américain).

Grâce aux propositions faites en bilatéral USA-Mexique, un accord pourrait être présenté dans les tous prochains jours au Canada qui doit rejoindre la table des négociations.

Le Mexique accepterait un compromis sur les « règles d'origine » du secteur automobile :

- un contenu ALENA à hauteur de 75% contre 62,5% actuellement.
- 40% à 45% des composants provenant de régions où le salaire moyen est d'au moins 16 USD par heure. Un délai de transition devrait être accordé au Mexique afin d'ajuster sa production.
- la part d'acier et d'aluminium nord-américain dans la production automobile resterait à définir.

Les Etats-Unis renonceraient aux quotas saisonniers sur les exportations agricoles mexicaines et la mise en place d'une clause « sunset » tous les 5 ans (contre une simple réévaluation tous les 5 ans).

Le futur négociateur mexicain, Jesús Seade, nie l'existence de divisions au sein de l'équipe de négociateurs mexicaine sur la place du secteur énergétique dans le chapitre 11 de l'ALENA (relatif au processus de règlement des différends entreprises-Etats). Le futur gouvernement aurait souhaité éliminer le secteur énergie de ce chapitre, car il permettrait aux énergéticiens étasuniens et canadiens de recourir en justice contre le gouvernement mexicain via la saisie d'un tribunal indépendant (et non pas exclusivement mexicain). Cela porterait préjudice à la souveraineté énergétique du Mexique.

BBVA estime que les exportations automobiles diminueront de 20% si les Etats-Unis imposent au Mexique un nouveau droit de douane de 25%. Le Mexique est le 1^{er} fournisseur de composants automobiles pour les Etats-Unis, dont les achats dans ce secteur représentent 53 Mds USD, soit 37% du total de leurs importations de composants automobiles.

La production horticole mexicaine a augmenté de 94% depuis l'entrée en vigueur de l'ALENA, passant d'une production de 19 M de tonnes de fruits et légumes en 1994 à 37 M de tonnes produites en 2017. Le Mexique exporte près de 28% de sa production, dont 80% est destiné au marché étasunien. Il est également le 2^{ème} fournisseur alimentaire du Canada.

Economie

Le taux annuel d'inflation enregistré la 1^{ère} quinzaine d'août est de 4,81%, soit une hausse de 0,34% par rapport à la 1^{ère} quinzaine de juillet. L'inflation a de nouveau dépassé l'objectif de Banxico.

Le Mexique enregistre son second plus haut niveau de réception d'Investissements Directs Etrangers (IDE) sur 6 mois en 6 ans. 17,8 Mds USD d'IDE provenant de 2 392 entreprises étrangères ont été reçu au cours du 1^{er}

semestre 2018, soit une hausse de 14% par rapport au 1^{er} semestre 2017. Ces investissements proviennent majoritairement des Etats-Unis (39,1%), d'Espagne (15,4%) et d'Allemagne (8,8%), et ont principalement investis dans les secteurs manufacturier, financier et d'énergie électrique (entre autres). Les IDE en provenance des Etats-Unis ont cependant diminué de 14% par rapport au 1^{er} semestre 2017.

Pourtant, les IDE ont fortement diminué dans tous les Etats du Bajío (Aguascalientes, Guanajuato, Querétaro, San Luis Potosi). La diminution la plus forte est enregistrée dans les Etats de San Luis Potosi et Guanajuato, avec une baisse respective de -30,6% et -20,5% par rapport au 1^{er} semestre 2017.

Les réserves internationales ont diminué de 22 M USD au cours de la 3^{ème} semaine d'août, atteignant un niveau de 173,3 Mds USD. Il s'agit de la 1^{ère} baisse enregistrée ce mois-ci. **A l'inverse, Banxico enregistre une hausse de la base monétaire de 7,1 Mds MXN** en raison d'une plus grande demande de monnaie, soit la plus grosse expansion de monnaie en circulation depuis le début de l'année et une hausse interannuelle de 12,5%.

L'activité pétrolière a crû de 112% au 1^{er} semestre 2018, poussée par la perforation de 87 puits pétroliers depuis le début de l'année (contre 41 au 1^{er} semestre 2017).

Les revenus générés par le secteur du tourisme ont chuté en juin (- 0.15 % g.a.) pour le 5^{ème} mois consécutif. Depuis février, les revenus de ce secteur (qui emploie près de 40% de la population) sont en baisse, avec un creux en mars (-2,3%). Selon l'INEGI, cette baisse est avant tout attribuée aux services hôteliers et de restauration (-4,17 % en juin). A l'inverse, les activités sportives et culturelles (musées, spectacle, parc d'attractions, théâtre...) sont très dynamiques : + 21,9 % de croissance annuelle.

Seuls 4,5% des Mexicains gagnent plus de 13 254 pesos (environ 600€) par mois, ce qui correspond environ à 5 fois le revenu minimum. Parmi ces 2,5 millions d'employés les mieux rémunérés, 61% travaillent dans le secteur des services et plus de la moitié travaille dans seulement 6 des 32 états, dont 13,7% dans la ville de Mexico.

Projet d'infrastructure – Nouvel Aéroport International de Mexico (NAIM).

L'avis technique évaluant la viabilité de la construction du nouvel aéroport a été présenté au cours d'une conférence de presse le 17 août. Ce dernier est disponible à la [consultation publique](#). Les arguments en faveur et à l'encontre des 2 options évaluées par l'équipe d'AMLO y sont présentés. Ceux-ci sont principalement d'ordre financier.

Le budget prévu pour la construction du nouvel aéroport est de 13,3 Mds USD. D'après le maître d'ouvrage du projet (GACM), environ 3,1 Mds USD ont à ce jour été investis dans l'ensemble des travaux, 5 Mds USD ont été engagés mais non déboursés et 5 Mds USD restent à être engagés.

Javier Jiménez Espriu estime pouvoir économiser jusqu'à 2 Mds USD en contractant des entreprises nationales et en abandonnant les dépenses de « luxe ». La semaine dernière, Carlos Slim déclarait que l'utilisation d'intrants étrangers dans la construction du NAIM permettrait d'économiser 1 Mds USD, ce pourquoi les entreprises mexicaines seraient privilégiées dans la fourniture que certains matériaux. Les planchers pourraient par exemple être fabriqués au Mexique plutôt que d'être importés.

Le calendrier de décision laisse planer l'incertitude, au moins jusqu'au mois d'octobre :

- Le 20 août, l'avis technique est présenté à EPN et son aide dans l'organisation de la consultation citoyenne est sollicitée (la loi stipule que toute convocation publique doit être convoquée par le Congrès à la demande du Président).
- Le 21 août s'est tenue une réunion rassemblant le secteur privé (à travers les représentants du Conseil Coordinateur d'Entrepreneurs) et l'équipe de transition d'AMLO.

- Le 5 septembre, ingénieurs et entrepreneurs mobilisés sur le projet du NAIM rendront leur avis relatif au projet.
- Le 8 septembre, l'avis des ingénieurs et entrepreneurs précédemment recueilli est rendu public. L'agenda relatif aux forums de discussions qui se tiendront jusqu'à la fin du mois d'octobre sera annoncé. Les médias seront mobilisés dans ce processus d'information.
- Le 28 octobre aura lieu la consultation citoyenne.
- Le 15 décembre, le Projet de Loi des Finances 2019 sera présenté, incluant le budget dédié au projet du NAIM choisi (poursuite du projet initial, construction de 2 pistes sur la base aérienne de Santa Lucia, concession du NAIM au secteur privé).

AMLO souligne le caractère contraignant de la consultation citoyenne prévue le 28 octobre, affirmant que la décision que prendra le peuple sera respectée. Son format et son organisation restent à préciser.

Si le projet initial est maintenu, un retard d'au moins de 2 ans est estimé dans la construction du nouvel aéroport. Malgré la promesse faite par le gouvernement d'inaugurer le nouvel aéroport en octobre 2020, *Parsons* et *Espritu* estiment respectivement que les travaux devraient être terminés en 2022 et 2023.

Finances publiques

L'équipe de transition d'AMLO prépare avec l'actuelle administration le Projet de Loi de Finances 2019 (PLF 2019), qui sera remis le 15 décembre. L'idée est de réaliser des économies afin de financer les projets prioritaires du futur Président élu. Ces économies seront réalisées grâce à la réduction ou l'élimination de programmes sociaux faisant doublon et la mise en œuvre du programme « d'austérité » proposé par AMLO (réduction des salaires des hauts fonctionnaires, rationalisation des achats publics, centralisation et limitation des achats publics, lutte contre la corruption).

Les droits de douanes imposés par le Mexique sur l'importation de 71 produits étasuniens ont permis d'augmenter de 31% (par rapport au mois de juin 2017) les recettes fiscales générées par les importations mexicaines. Ces recettes s'élèvent à 5,6 Mds MXN. Ces taxes ont été mises en place en réponse à celles imposées par les Etats-Unis sur l'acier et l'aluminium mexicains. Cependant, ce bénéfice fiscal ne sera que temporaire.

Indicateur	Variation hebdomadaire	Variation sur un an glissant	Niveau du 23/08/2018
Bourse (IPC)	+ 3%	- 3%	49 765,45
Risque pays (EMBI+Mx)	- 5%	+ 3,2%	195
Taux de change USD/Peso	- 1%	+ 6,2%	18,81
Taux de change Euro/Peso	+ 0,22%	+ 4,5%	21,81

La bonne performance économique des Etats-Unis favorise l'arrivée massive de remesas, à la hausse dans pratiquement tous les pays de la région. Sur le premier semestre 2018, la réception de remesas par le Guatemala s'élève à 5,1 Mds USD (+10,6 % g.a) ; le Salvador 3,1 Mds USD (+10,3%) et le Honduras 2,7 Mds USD (+9%).

Le Salvador adhère à l'union douanière du Triangle Nord centraméricain, mise en place depuis juillet 2017 entre le Guatemala et le Honduras. En juillet 2016, lors d'un sommet du Système d'Intégration Centraméricain (SICA), le Nicaragua et le Salvador avaient manifesté leur souhait de rejoindre, à terme, ce processus d'union douanière. **En 2017, le PIB du Guatemala et du Honduras représente 94 Mds USD. Avec le Salvador, le PIB total des trois pays s'élève à 120 Mds USD soit 62,5% du PIB d'Amérique centrale (hors Panama et Costa Rica).** Le potentiel économique de l'union douanière du Triangle Nord est d'envergure, cette zone commerciale deviendrait la huitième économie d'Amérique Latine. Un meilleur accès inter-régional devrait faciliter les échanges commerciaux entre pays d'Amérique centrale et rendre plus attractive la zone auprès des partenaires commerciaux (européens notamment), bénéficiant d'un accord de libre-échange avec cette région.

Costa Rica

2017 – PIB : 58 Mds USD | Pop : 4,9 M hbts

Les finances publiques costariciennes se détériorent : le déficit fiscal du Gouvernement a atteint 3,3% du PIB à la fin du mois de juillet, le pourcentage le plus élevé des six derniers mois. Cette détérioration s'explique par le ralentissement économique ainsi que par le niveau élevé d'endettement du pays. Le ministère des Finances utilise ces données pour justifier la nécessité d'une réforme fiscale. La ministre des Finances dénonce notamment le fait que les secteurs dynamiques de l'économie sont ceux qui ont peu d'impact sur la collecte d'impôt. Elle utilise, à titre d'exemple, le secteur des services qui n'est aujourd'hui pas taxé sur les ventes.

Guatemala

2017 – PIB : 75,7 Mds USD | Pop : 16,9 M hbts

Le Guatemala cherche à augmenter ses importations de viande bovine afin de palier à l'augmentation des prix de la production locale. Le Ministre de l'Economie est récemment entré en contact avec les autorités argentines et paraguayennes. **Le territoire a notamment été affecté à plusieurs reprises par des épidémies de fièvre aphteuse : ces problématiques locales, pourraient aussi être une opportunité pour les éleveurs bovins français.**

Honduras

2017 – PIB : 22,9 Mds USD | Pop : 9,2 M hbts

La Banque centrale a revu à la baisse les prévisions de croissance pour 2018 : elle est maintenant prévue entre 3,6% à 4,0% contre 3,8% à 4,2% au début de l'année. Cette modification est justifiée par la performance modérée de l'économie hondurienne et la faiblesse de l'investissement public. La prévision d'inflation est par contre restée stable, au sein du rang de tolérance établie par la Banque centrale (4,0% ± 1,0 pp). Enfin, le déficit de l'Administration centrale a quant à lui été revu à la baisse : de 3,2% du PIB à 2,6%.

Le Honduras devient une référence mondiale s'agissant de ses progrès en matière de sécurité citoyenne, d'après la Banque Interaméricaine de Développement (BID). En 4 ans, le pays a vu son nombre d'homicides passer de 90 à 40 sur 100 000 habitants. Ces avancées en termes de sécurité sont notamment dues à la mise en place de la "Politique Intégrale de Convivance et Sécurité Citoyenne" (financée par la BID et l'Agence Suisse pour la coopération). Elles ont été citées en exemple au cours du Congrès International sur les enquêtes criminelles et la criminalité qui a eu lieu les 15 et 16 août dernier à San Pedro de Sula.

Nicaragua

2017 – PIB : 13,7 Mds USD | Pop : 6,2 M hbts

La crise politique au Nicaragua continue d'impacter de façon importante son économie : l'activité économique a chuté de 12% (g.a) au mois de juin. Certaines activités continuent de croître (agriculture, +3,9% ; santé, +3,6% ; éducation, 2,2%) malgré les 86 000 emplois perdus lors de quatre derniers mois au niveau national.

Le déficit commercial du Nicaragua atteint 1,282 MUSD au premier semestre 2018, soit 2,8% supérieur à la même période en 2017. Cette évolution est principalement due à la diminution des exportations (-3,5%). On relève également

Salvador

2017 – PIB : 28 Mds USD | Pop : 6,3 M hbts

qu'avant la crise socio politique intervenue le 18 avril 2018, le gouvernement prévoyait une croissance de l'activité allant de 4,5 à 5% avec une inflation cumulée de 5,5 à 6,5% pour 2018.

Les remesas reçu au premier semestre 2018 augmentent de 10% par rapport à la même période l'an dernier, atteignant un total de 3 152 USD. Ces remesas arrivent pour 93,4 % des Etats-Unis, suivi de l'Union Européenne (0,9%) et du Canada (0,9%). Les bons résultats économiques des Etats-Unis (taux de chômage de 3,9% au mois de juillet) favorisent l'arrivée de ces remesas.

Le second appel d'offre pour remettre le port de La Union à un opérateur privé sera lancé en octobre 2018 par la Commission exécutive portuaire et aéroportuaire (CEPA). Le premier appel d'offre, lancé en 2015, avait été déclaré désert car aucune offre n'avait été présentée. Le port, dont la construction est terminée depuis 2008 (200 MUSD de travaux), opère à minima et ne reçoit pas de conteneurs depuis 2013. Le calendrier est le suivant : suite à l'AO d'octobre 2018, la gestion du port sera remise en concession pour 50 ans à un opérateur privé en début 2019. La Chine aurait l'intention de se positionner sur cet AO.

Le Salvador est le pays d'Amérique centrale le plus affecté par la sécheresse, l'intégralité du territoire étant situé sur le « corredor seco » (ou couloir sec). Cette zone, qui couvre une partie de l'Amérique centrale, est extrêmement vulnérable au changement climatique et victime de sécheresses annuelles de plus en plus intenses - d'après l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO). La FAO mettra en place des projets de collecte d'eau pour l'arrosage des cultures, elle travaillera avec le gouvernement salvadorien pour impulser un modèle agricole adapté au changement climatique dans une optique de développement durable. **Le Programme Alimentaire Mondial (PAM) soulève, de ce fait, une forte augmentation de l'insécurité alimentaire au Salvador.**

CARAÏBES

2017 – PIB : 142 Mds USD | Pop : 43 M hbts

Haïti

2017 – PIB : 8,6 Mds USD | Pop : 10,9 M

Le Mexique fait un don de 10 MUSD à Haïti pour un projet de reboisement. Le gouvernement Mexicain, à travers le Fonds du Yucatan, a fait un don de 10 MUSD à Haïti pour un projet de reboisement de 10 000 hectares. Ce projet sera exécuté par le ministère de l'environnement sur une durée de 5 ans dans le département des Nippes et celui de l'Artibonite. Pour réaliser ce projet, les autorités haïtiennes comptent construire deux centres de germoplasme, organiser des séances de formations pour les agriculteurs qui prendront part à ce projet et créer des laboratoires botaniques pouvant faciliter des recherches scientifiques.

République Dominicaine

2017 – PIB : 75 Mds USD | Pop : 10,8 M hbts

93% des échanges entre la République dominicaine et Haïti sont des exportations dominicaines. Alors que le total des échanges s'élève à 880 MUSD, les exportations dominicaines vers le pays voisin sont de 851,8 MUSD. Elles se composent de 16% de textile, 12% de coton, 11% de produits plastiques, 7% de ciment, et de quelques produits agricoles. Les importations en provenance d'Haïti sont de seulement 36,3 MUSD, essentiellement des produits textiles et du coton, à l'usage exclusif des entreprises de zones franches installées dans les deux pays. Depuis 2016, les exportations dominicaines enregistrent un recul important, après avoir fortement augmenté suite au séisme de 2010 à Port-au-Prince. Cette baisse s'explique en partie par la décision du gouvernement haïtien d'interdire l'entrée par voie terrestre, à partir du 1^{er} octobre 2015, d'un groupe de 23 produits en provenance de RD. La conséquence directe a été la baisse de 17% des exportations dominicaines entre 2015 et 2016. En effet, plus de 80% des échanges entre les deux pays se faisait par voie terrestre en 2015. Néanmoins, La baisse des échanges formels se fait au profit du commerce informel qui est estimé entre 600 MUSD et 1 Md USD selon l'Association des Industries d'Haïti.

Clause de non-responsabilité - Le Service Economique Régional de Mexico s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.